



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°477 du 30 mai au 5 juin 2024

CEDEAO-AES
ENCORE UN ESPOIR ?

COUPE DU MALI
STADE MALIEN - AFE EN FINALE

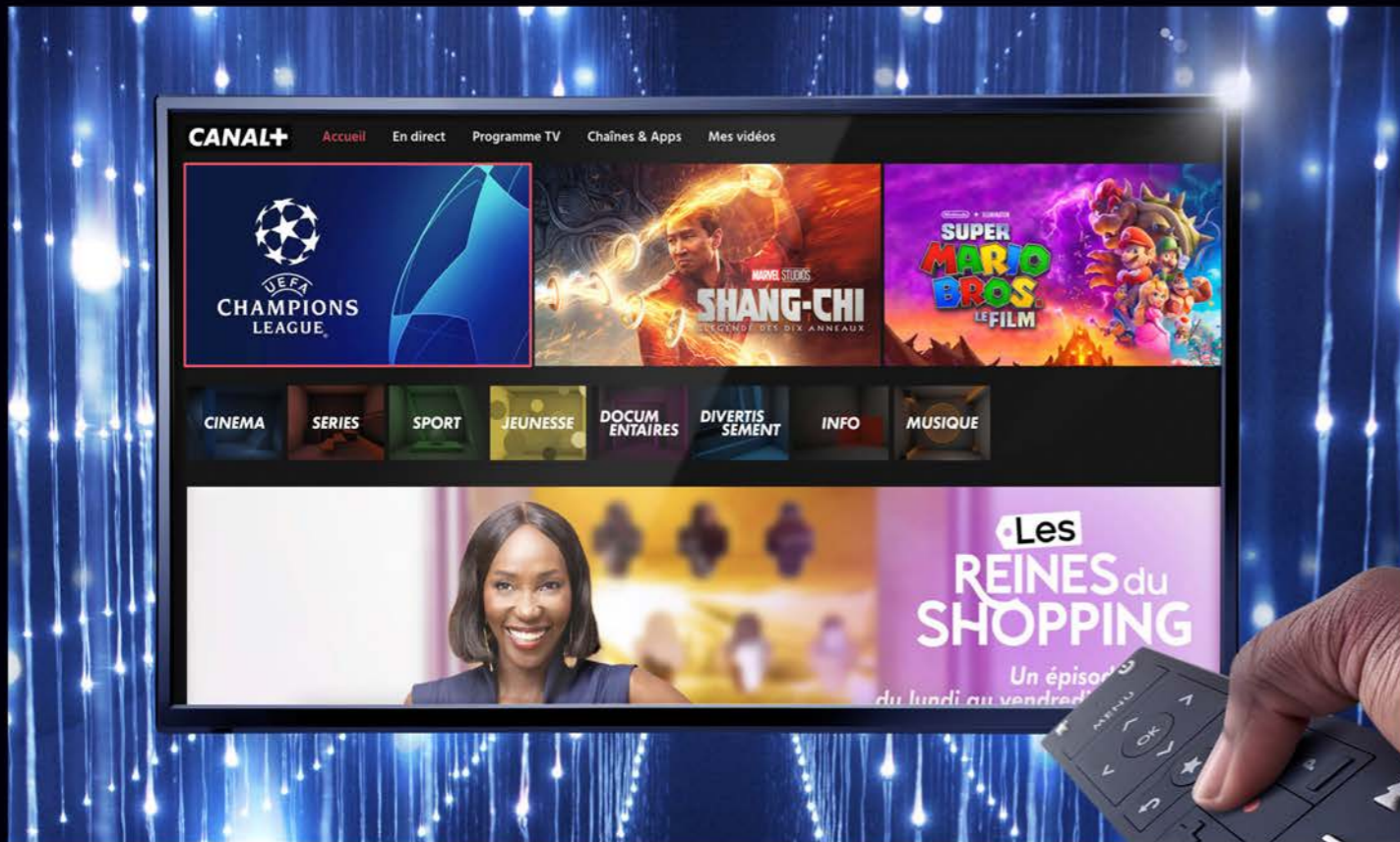
ALLIANCE CSP - JNIM

L'AXE DU MAL

Le CSP-DPA, qui regroupe les groupes rebelles indépendan-
tistes, mène des discussions en vue d'une alliance avec les
terroristes du JNIM. Quel est l'impact sur le terrain ?

GRATUIT

Ne peut être vendu



NOUVEAU

DÉCODEUR CONNECTÉ

LA NOUVELLE EXPERIENCE CANAL+



ÉDITO

Les jeux sont ouverts

Être ou ne pas être, cette phrase est indissociable de Hamlet de William Shakespeare. Sous nos cieux, au sommet de l'État la question est plutôt à trois branches. Rester ? Partir ? Ou se faire débarquer ? Jusqu'à présent, il a déjoué tous les pronostics. Pour ceux qui prédisaient sa fin au moment de sa maladie, il est revenu... deux fois. Après le départ de plusieurs de ses très proches du gouvernement, il est resté. Les camouflets des rencontres avec la classe politique n'ont pas eu raison de sa détermination, ni l'arrestation, le placement sous mandat de dépôt, puis la condamnation à deux ans de prison, dont un avec sursis, d'un de ces très proches. La disparition temporaire d'un autre et l'arrestation depuis lundi d'un de ses plus fidèles lieutenants semblent être les derniers clous dans un cercueil dont le couvercle n'est pas encore totalement hermétique. Plusieurs ont pensé ces dernières semaines que ce serait une autre institution de la Transition, devant laquelle il est convoqué, mais qui n'a pas encore fixé de date, qui scellerait son sort et le mettrait sous terre. Ce n'est pas encore le cas. Même si l'étau se resserre et que sa mise à l'écart lors de cérémonies officielles est une indication d'une relation loin d'être au beau fixe, va-t-il s'accrocher ? De quelles marges de manœuvre dispose-t-il encore ? Ceux qui le connaissent bien décrivent un homme rusé, capable encore de rendre les coups, même si le combat cette fois-ci est très déséquilibré. Rester donnerait tout son sens à la formule « s'accrocher contre vents et marées ». Sans préjuger ni donner de leçons, partir revêtirait une certaine dignité, pour dire stop au bon moment, même si les occasions n'ont pas manqué ces derniers mois. Il n'est pas certain qu'il y ait une gloire à tirer de se faire débarquer. Les jeux sont ouverts.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE 100

mégawatts. C'est la capacité de la centrale solaire de Safo, dont les travaux ont été lancés le 28 mai par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta. Il avait déjà lancé les travaux de la centrale solaire de Sanankoroba, d'une capacité de 200 MW crête, le 24 mai dernier.

ILS ONT DIT...

- « Le pays ne peut pas rester dans cette confusion. J'invite les militaires à s'assumer, dans un régime comme celui-ci le Mali a besoin d'un chef de gouvernement qui peut fédérer les Maliens dans les actes et dans les paroles ». **Imam Oumarou Diarra, Président du Comité stratégique du M5-RFP (tendance favorable aux militaires),** le 28 mai 2024.
- « J'adore cette ville (New York, NDLR), je ne veux pas la détruire. Donald Trump ne veut pas seulement détruire cette ville, mais aussi le pays et, en fin de compte, il pourrait détruire le monde. Nous avons oublié les leçons de l'histoire, qui nous montrent que d'autres clowns n'ont pas été pris au sérieux jusqu'à ce qu'ils deviennent de féroces dictateurs ». **Robert de Niro, acteur américain,** le 28 mai 2024.

RENDEZ-VOUS

30 mai 2024 :
Nuit des Idées – IFM - Bamako

30 mai - 2 juin 2024 :
Salon des médias – Palais de la Culture - Bamako

1er juin 2024 :
Stade malien / AFE – Stade Mamadou Konaté – Bamako

1er juin 2024 :
Real Madrid / Dortmund – Wembley – Angleterre

UN JOUR, UNE DATE

31 mai 1961 : Proclamation de la République d'Afrique du Sud



Le Conseil présidentiel de transition haïtien a nommé le 28 mai un nouveau Premier ministre. Il s'agit de **Garry Conille**, médecin de 58 ans et précédemment Directeur régional de l'UNICEF pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.



Boubacar Karamoko Traoré, Président par intérim du M5-RFP tendance Choguel Maiga, a été placé sous mandat de dépôt le 28 mai pour outrage à magistrat, atteinte au crédit de l'État et diffusion de propos mensongers attribués à des tiers.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Sacré champion du Mali, le Djoliba AC a reçu son trophée à l'issue de la dernière journée le lundi 27 mai 2024.

CSP-JNIM : LES CONSÉQUENCES D'UN PACTE « RÉCHAUFFÉ »

Depuis la réunion qui a consacré son changement de dénomination et l'assignation de nouveaux objectifs, fin avril dernier, le Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-PDA) a entamé des discussions de « coexistence pacifique » avec le Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM) d'Iyad Ag Ghaly. Ce rapprochement, aujourd'hui à un stade « avancé », pourrait impacter la situation sécuritaire sur le terrain et redéfinir les priorités des différentes entités en guerre.

MOHAMED KENOVI

Dans un message audio qui circule sur les réseaux sociaux depuis le 17 mai 2024, Alghabass Ag Intalla, « Chargé de la réconciliation, de la cohabitation et des relations avec les autorités traditionnelles » au sein du CSP, demandait aux combattants du Cadre de ne pas s'opposer aux discussions en cours avec le JNIM. Selon ses propos, le haut cadre touareg avait déjà obtenu certaines avancées par ce biais et en espérait d'autres avec le groupe terroriste. À en croire le porte-parole du CSP, Mohamed Elmaouloud Ramadane, dans des propos relayés par un quotidien étranger, ce rapprochement entre les deux entités n'est pas pour autant une alliance, mais « un pacte tacite de non agression ». En effet, selon une source au Cadre, Alghabass Ag Intalla, qui présidait le Cadre jusqu'au changement de nom fin avril, a été mandaté par le Directeur du CSP pour obtenir un pacte de non agression afin de permettre non seulement la libre circulation des combattants, mais aussi un partage d'informations sur les mouvements de « l'ennemi commun », l'armée malienne et ses partenaires. « Il n'est pas question d'une réconciliation à proprement parler, mais de mettre en place des mécanismes pour éviter la confrontation et de pouvoir coexister sur un même territoire », a confié un cadre du CSP à un média étranger. Joint par nos soins, le Porte-parole du Cadre n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Une « coexistence » redéfi-

nie Si aujourd'hui les rebelles du CSP-PDA et les terroristes du JNIM sont en discussion pour ne pas en venir aux affrontements, un pacte de non agression existait déjà entre les deux entités depuis 2012, selon plusieurs observateurs, lorsque les groupes armés contrôlaient une grande partie du Nord du Mali. En effet, pendant les années où la CMA tenait Kidal, aucun affrontement n'a opposé les deux camps. La « coexistence » pacifique entre le CSP-DPA et le JNIM a été seulement mise à mal le 5 avril 2024, lors de combats à Nara entre les deux entités. Les terroristes du JNIM avaient enjoint aux rebelles du CSP de ne pas mener des opérations dans le centre et le sud du pays, zones qu'ils considèrent comme étant leur « terrain ». Mais, dans leur tentative de riposte à l'armée malienne après leur long silence depuis qu'ils avaient été défaits à Kidal en novembre 2023, les groupes armés rebelles du CSP ont tenté d'attaquer un

La « coexistence » pacifique entre le CSP-DPA et le JNIM a été mise à mal le 5 avril 2024 lors de combats à Nara entre les deux entités. Les terroristes du JNIM avaient enjoint aux rebelles du CSP de ne pas mener des opérations dans le centre et le sud du pays, zones qu'ils considèrent comme étant leur « terrain ».

camp des FAMA à partir des environs de la forêt du Wagadou, à la frontière entre la Mauritanie et le Mali. Ils sont tombés sur des combattants du JNIM et des affrontements s'en sont suivis entre les deux camps. Bilan, une dizaine de morts de part et d'autre. C'est suite à cet accrochage



Alghabass Ag Intalla, proche d'Iyad Ag Ghaly et membre du CSP-DPA a été mandaté afin de conclure une alliance avec le JNIM.

qu'une médiation a été lancée entre les deux groupes, dès le lendemain. Leader du Haut conseil pour l'unicité de l'Azawad (HCUA), dont le mouvement figurait parmi ceux du CSP à s'être alignés sur la demande du JNIM de ne pas mener des opérations sur leur « terrain », et anciennement proche d'Iyad Ag Ghaly au sein du groupe Ansar Dine,

rence les mercenaires de Wagner et l'armée malienne. Nous n'avons pas de temps à perdre avec d'autres conflits parallèles », affirme un cadre du CSP, cité par le média étranger précité.

Quel impact sur le terrain ? Selon des sources au CSP, le rapprochement avec le JNIM n'inclut pas des attaques conjointes de la part des deux

entités. « Éviter la confrontation avec le JNIM ne signifie pas coopérer sur le terrain avec lui. Nous n'avons pas la même idéologie que lui », clarifie d'ailleurs le cadre cité plus haut. En quoi ce pacte de non agression et ce rapprochement entre le CSP-PDA et le JNIM

pourrait-il impacter la situation sécuritaire sur le terrain, notamment les rapports de force avec l'armée malienne, « l'ennemi commun » des deux entités ? Cette nouvelle donne constituerait-elle une menace pour les Forces de défense et de sécurité maliennes engagées depuis plusieurs mois dans une dynamique offensive sur le terrain ? Pour Soumaila Lah, Coordinateur national de l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la Sécurité, les réponses à ces interroga-

REPÈRES

5 avril 2024 :

Le CSP et le JNIM s'affrontent à Nara, près de la frontière avec la Mauritanie.

17 mai 2024 :

Dans un vocal sur les réseaux sociaux, Alghabass Ag Intalla évoque des discussions en cours avec le JNIM.

pourrait-il impacter la situation sécuritaire sur le terrain, notamment les rapports de force avec l'armée malienne, « l'ennemi commun » des deux entités ? Cette nouvelle donne constituerait-elle une menace pour les Forces de défense et de sécurité maliennes engagées depuis plusieurs mois dans une dynamique offensive sur le terrain ? Pour Soumaila Lah, Coordinateur national de l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la Sécurité, les réponses à ces interroga-

tions sont négatives. « Je ne pense pas que ce rapprochement puisse avoir un impact assez décisif sur les actions de l'armée malienne. Le JNIM et le CSP ne sont pas dans la même logique. Même si tous les deux décident d'aller à ce rapprochement, leurs agendas ne concordent pas au point de faire évoluer les deux camps ensemble », argue-t-il. « L'impact est plutôt à rechercher du côté du CSP, qui a adopté une nouvelle stratégie et qui, pour la mener à bien, doit chercher des accompagnements. Ce type d'action vise plutôt à avoir l'aval du JNIM pour se déplacer dans des parties du territoire considérées comme des chasses gardées du JNIM. Le CSP cherche à minimiser les risques en terme de déplacements de ses troupes », poursuit cet analyste.

Nouvelle marge de manœuvre ? Après la reprise de Kidal en novembre 2023, même si globalement tous les

groupes armés terroristes actifs sur le territoire national sont dans le viseur des FAMA, les offensives de l'armée semblent beaucoup plus cibler l'État islamique au Sahel (EIS) dans son fief de la Zone des trois frontières. Plusieurs chefs terroristes de l'EIS ont d'ailleurs été neutralisés ces derniers mois, tandis que certains combattants ont été contraints à la reddition. Le 26 mai, les FAMA ont toutefois neutralisé une trentaine de terroristes du JNIM qui avaient attaqué leurs positions. Sur le terrain, un affaiblissement de l'EIS, qui subit des frappes ciblées de l'armée malienne, pourrait dans une certaine mesure offrir une nouvelle marge de manœuvre au JNIM et au CSP-PDA, tous deux ennemis déclarés de l'État islamique, qui pourraient se libérer d'éventuels nouveaux affrontements avec l'EIS et concentrer leurs différentes actions entièrement contre les Fama. « Ce sont des groupes qui ont la capacité de s'adapter par moment aux réalités du terrain et de se réinventer. Aujourd'hui, ils sont dans une logique de repositionnement et le fait de pouvoir tirer profit d'un éventuel affaiblissement de l'EIS va dépendre de l'évolution du contexte sur le terrain », estime Soumaila Lah. Par ailleurs, selon Mohamed Elmaouloud Ramadane, la priorité du CSP est de « combattre l'État malien et Wagner » en déplaçant les combats vers le sud, « pour se rapprocher du cœur du pouvoir de l'ennemi, c'est-à-dire de Bamako ». Pour M. Lah, cette progression annoncée du CSP-PDA, vers le sud du pays sera très difficile pour les rebelles touaregs, même avec l'aval du JNIM pour leur « libre circulation ».

« Je ne pense pas que le CSP et le JNIM soient suffisamment outillés pour mener des actions de grande envergure vers le sud. Je pense que c'est possible sur une partie du nord et du centre, mais au sud je les vois mal prospérer », glisse le spécialiste des questions sécuritaires. ■

3 QUESTIONS À



MACIRÉ DIOP

Journaliste, spécialiste des questions sécuritaires

1 Quel pourrait être l'impact d'un rapprochement entre le CSP et le JNIM sur la situation sécuritaire sur le terrain ?

Un rapprochement entre le CSP et le JNIM pourrait potentiellement renforcer leur influence et leur capacité opérationnelle. Ce qui pourrait compliquer davantage la situation sécuritaire sur le terrain, avec une augmentation des activités terroristes et des attaques.

2 En quoi ce rapprochement pourrait-il représenter une menace pour l'armée malienne ?

Ce rapprochement pourrait représenter une menace pour l'armée malienne puisqu'en renforçant la coordination et leur puissance de frappe ces groupes terroristes auront une plus grande capacité de nuisance contre les forces armées maliennes et surtout les civils.

3 Ces derniers mois, l'offensive de l'armée malienne semble cibler plus l'EIGS, qui est par ailleurs un groupe rival du JNIM et du CSP. Leur éventuel affaiblissement laisserait-il plus de marge de manœuvre à ces deux entités dans leurs actions ?

L'affaiblissement de l'EIGS pourrait effectivement permettre au JNIM et au CSP de bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre dans leurs activités. Il réduirait ainsi la pression exercée par un groupe rival et ouvrirait des opportunités aux deux groupes pour étendre leur influence dans certaines régions du pays. Toutefois, nous sommes dans un contexte dynamique et évolutif. Raison pour laquelle il faut anticiper plutôt qu'attendre.

ALLIANCES REBELLES - TERRORISTES : DES ENTENTES FRAGILES

Alors qu'ils œuvrent aujourd'hui à un nouveau rapprochement, une première alliance avait été déjà consacrée en 2012 entre le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui formera plus tard avec d'autres groupes la CMA, elle-même aujourd'hui dissoute au profit du CSP-PDA et les islamistes d'Ansar Dine (fusionné aujourd'hui avec le JNIM). Mais elle a fait long feu.

MOHAMED KENOVI

d'accord signé entre les deux groupes indiquait la création du « Conseil transitoire de l'État islamique de l'Azawad ».

Accord mort-né À peine signé le 26 mai, l'accord est dénoncé par une partie des cadres du MNLA et est rompu sans avoir jamais été rendu public. Quelques jours plus tard, le 30 mai 2012, réunis dans une Coordination des cadres de l'Azawad, plusieurs autres responsables du MNLA rejettent également l'accord, « au regard de la posture fondamentaliste, particulièrement celle du djihadisme salafiste prônée par Ansar Dine, inconciliable avec la ligne politique du MNLA ». « Compte tenu de la forte imbrication avérée entre AQMI et Ansar Dine, les cadres, notables et oulémas de l'Azawad expriment catégoriquement leur désapprobation », feront-ils savoir dans une déclaration.

Nina Walet Intalou, seule femme membre du Bureau exécutif, s'opposera elle aussi à la fusion des deux mouvements. « Malgré ce que disent les médias internationaux, le MNLA n'a pas dévié de la ligne de conduite qui est la sienne. Tout comme beaucoup de membres du MNLA, je rejette catégoriquement cet accord, car éviter une guerre tribale et fratricide dans l'Azawad ne doit pas être synonyme de l'acceptation d'un diktat imposé par des groupes obscurantistes », écrit-elle dans une lettre ouverte.

Le texte de l'accord, qui est tout de même parvenu à certains médias, comportait deux parties : la première, un « protocole d'entente », réaffirmait l'attachement à l'indépendance de l'Azawad à travers l'instauration d'un État islamique « qui doit appliquer la législation islamique dans tous les domaines de la vie, basée sur le Coran et la Sunna », et la constitution d'une « armée unifiée ». La deuxième partie était consacrée au « Cadre institutionnel et réglementaire provisoire des instances de l'État islamique de l'Azawad ». ■



En 2012, rebelles indépendantistes et terroristes se sont alliés pour combattre les FAMA.

En mai 2012, après plusieurs semaines de discussions entre deux mouvements longtemps séparés par leurs objectifs et leurs idéologies et qui contrôlaient

le Nord du Mali depuis près de 2 mois, la rébellion touareg menée par le MNLA et le mouvement islamiste Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghaly, annonçaient leur fusion. Le protocole

LES PRINCIPAUX ACTEURS SUR LE TERRAIN

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, en arabe JNIM)

a été fondé le 1er mars 2017. Il naît de la fusion d'Ansar Dine, d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), de la katiba Macina et d'Al-Mourabitoune. La coalition terroriste est dirigée par Iyad Ag Ghaly et mène des opérations terroristes sur presque tout le territoire malien. Elle a revendiqué des attaques dans le nord, le centre et le sud du pays. Le groupe procède aussi à plusieurs enlèvements d'Occidentaux ou de locaux et demande rançon en retour pour leur libération. Le JNIM semble être aujourd'hui le groupe armé terroriste le mieux structuré sur le terrain capable de mener des opérations de la centre, le sud et le nord du pays.



L'Etat islamique dans le grand Sahara (EIGS)

fondé en 2015 est la branche sahélienne de ce groupe terroriste lancé par Abu Musab Al-Zarqaoui. Le groupe, particulièrement violent, s'est illustré par plusieurs massacres de civils au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Ces trois pays sont leur zone d'intervention privilégiée. Au Mali, elle opère surtout dans la zone des trois frontières où elle a mené des batailles pour le contrôle de ce territoire contre son rival du JNIM mais également dans la région de Ménaka. Ces dernières semaines, plusieurs chefs terroristes de l'Etat islamique ont été neutralisés notamment Abou Houzeifa dit Higo dont la tête était mise à prix par les Etats-Unis.



Le Cadre stratégique permanent (CSP) est

une coalition de mouvements politiques et militaires formée le 6 mai 2021 à Rome. Elle réunissait la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger. Depuis le 24 avril 2024, le CSP-PSD est devenu le cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA). Un changement de dénomination avec de nouveaux objectifs. Le CSP regroupe aujourd'hui le MNLA, le HCUA, le MAA et une tendance du GATIA fidèle à Fahad Ag Almahmoud. Après sa défaite à Kidal en novembre 2023, elle cherche à revenir sur le terrain, une première tentative a été avortée le 5 avril dernier par le JNIM.



FINALE DE LA COUPE DU MALI



CE SAMEDI 1^{ER} JUIN 2024 | 16H30

STADE MAMADOU KONATÉ

• EN DIRECT SUR



La télé qui vous allume !

CANAL+ 4 | MALIVISION 244

CEDEAO : QUELLES CHANCES POUR UN RETOUR DES PAYS DE L'AES ?

Les appels du pied et les initiatives pour ramener le Burkina Faso, le Mali et le Niger dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se multiplient depuis un moment. Alors que les trois pays, qui ont annoncé leur départ du bloc sous-régional fin janvier, sont pleinement tournés vers la création de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel, un retour dans la CEDEAO est-il envisageable ?

MOHAMED KENOVI

La CEDEAO est visiblement décidée à tout mettre en œuvre pour ne pas laisser s'en aller le Burkina Faso, le Mali et le Niger de la communauté sous-régionale. D'ailleurs, dès l'annonce du retrait des trois pays, le 29 janvier 2024, l'institution ouest africaine a affiché son intention de privilégier le dialogue avec les pays concernés pour parvenir à un compromis. À l'issue de la deuxième Session extraordinaire du Parlement de la CEDEAO de l'année 2024, tenue du 20 au 25 mai dernier à Kano, au Nigéria, il a été décidé de la création d'une Commission ad hoc de facilitation, de médiation et de réconciliation pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Objectif, « trouver des compromis entre les États membres désireux de quitter la CEDEAO et les instances dirigeantes de la Communauté ». « Je ne pense pas que cette commission pourra faire des



La CEDEAO ne désespère pas à l'idée de faire revenir sur leur décision les pays de l'Alliance du Sahel.

CEDEAO, avait invité son homologue sénégalais à « collaborer et à rencontrer les autres frères (le Mali, le Burkina Faso et le Niger) pour les persuader de revenir au bercail ». Ce dernier vient d'ailleurs d'effectuer le 30 mai une visite de travail au Mali et au Burkina Faso. Si la question n'était officiellement

Un retour difficile Malgré la volonté affichée des dirigeants de la CEDEAO de faire revenir le Burkina Faso, le Mali et le Niger dans le bloc régional, la tâche s'annonce compliquée, d'autant plus que les trois pays semblent bien engagés dans une dynamique de non retour. « Notre itinéraire est un chemin de non retour. Les chaînes que nous sommes en train de briser, c'est pour toujours. C'est fini, plus de CEDEAO », avait d'ailleurs martelé le Président de la transition du Burkina Faso, le Capitaine Ibrahim Traoré, le 31 janvier dans un entretien accordé au journaliste Alain Foka. Pour Boubacar Bocoum, analyste politique et en économie de guerre au Centre d'études stratégiques Sènè, la décision de l'AES est une décision « mûrement réfléchie et responsable » et il est hors de question de retourner dans le giron de la CEDEAO.

« Ce serait totalement illogique, parce que ce qui est reproché à la CEDEAO n'a pas changé, rien n'a évolué. Je ne vois donc pas comment les pays de l'AES décideraient aujourd'hui d'arrêter

Malgré la volonté affichée des dirigeants de la CEDEAO de faire revenir le Burkina Faso, le Mali et le Niger dans le bloc régional, la tâche s'annonce compliquée...

miracles parce que tant que les questions sécuritaires ne seront pas réglées, les militaires au pouvoir dans ces 3 pays n'organiseront pas les élections. Si la CEDEAO est capable de laisser tomber toutes ses exigences, il y a peut-être une chance que ces pays reviennent », estime un analyste. Plus tôt, le 16 mai, lors de la visite du Président Bassirou Diomaye Faye au Nigéria, le Président nigérian Bola Ahmed Tinubu, par ailleurs Président en exercice de la

pas à l'ordre du jour, il y a de fortes chances qu'elle ait été évoquée lors des entretiens entre les Chefs d'États. Le 30 avril, réuni à Abidjan, le Conseil des sages de la CEDEAO, présidé par l'ancien Président nigérian et ancien médiateur de la CEDEAO au Mali Goodluck Jonathan, avait également exprimé des inquiétudes et invité les trois pays membres de l'AES à « reconsidérer leur position dans l'intérêt de l'unité de la Communauté ».

EN BREF

TRANSITION : RUPTURE CONSOMMÉE ENTRE CHOGUEL MAIGA ET LES MILITAIRES ?



Le malaise apparent au sommet de l'État entre les militaires au pouvoir et le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga semble avoir pris un nouveau tournant. Le 24 mai dernier, à l'occasion des 3 ans de la « rectification » de la transition, le M5-RFP tendance Choguel Maiga a publié un long mémorandum dont une partie était assez critique de la gestion de la transition par les militaires. Signé du président par intérim du comité stratégique, proche du Premier ministre, ce mémorandum qui semble avoir reçu l'aval du Chef du gouvernement, signe selon certains observateurs, la rupture entre ce dernier et le président de la Transition. Placé dans la foulée sous mandat de dépôt, Boubacar Karamoko Traoré, est le 2ème proche du Premier ministre à être écroué après l'arrestation il y a quelques semaines d'un autre membre du M5, Abdel Kader Maiga. Annoncé pour fragilisé et sur la sellette depuis plusieurs mois, Choguel Kokalla Maiga reste maintenu à la primature. Mais ses jours sont-ils désormais comptés à la tête du gouvernement ? ■

leur projet de confédération pour retourner au sein de la CEDEAO », clame-t-il.

Pour lui, par ailleurs, c'est à la CEDEAO de se reconverter vers l'Alliance des États du Sahel et non le contraire. « Les États de la CEDEAO qui souhaiteraient une union monétaire et une cohésion des États en Afrique de l'Ouest doivent muter vers une nouvelle dynamique fédérative qui prenne en compte les intérêts des communautés », soutient M. Bocoum. ■



Consommer Sahel Infusion, c'est consommer le Made in Mali.



Bio

ECO CERT

HACCP
Hazard Analysis
Critical Control Point

Tél : (+223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 96 62 / 66 74 67 78

Site web : www.sahelinfusion.com

MÉSOFINANCE : BEN BA MOOTY FINANCES OUVRE UNE NOUVELLE ÈRE

Créée en 2016 comme une caisse associative de micro finance, Ben Ba Mooty Finances est reprise par AD Groupe pour devenir en 2023 la première société de mésofinance 100% malienne. Elle a démarré ce 6 mai 2024 ses activités et propose divers produits financiers innovants afin de favoriser l'inclusion financière au Mali.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Détenue à 100% par des capitaux maliens, l'institution veut accompagner les particuliers et les entreprises grâce à de « meilleures » offres de produits financiers, en particulier d'épargne ou de crédit. Elle propose notamment, en termes d'épargne, environ 4 produits. Quant aux comptes courants, on en dénombre 6, dont 3 pour les PME/PMI et 3 pour les salariés. Pour les comptes courants, il existe différents packs qui permettent aux clients, dès l'ouverture du compte, de bénéficier de certains avantages liés à leur nature. Ainsi, du pack « Dèmè », pour ceux qui réalisent des chiffres d'affaires inférieurs à 5 millions de francs CFA et peuvent contracter des prêts allant jusqu'à 3 millions, à « Yiriwa », pouvant aller jusqu'à 100 millions de francs, en passant par « Wassa » pour des prêts jusqu'à 70 millions de francs CFA, Ben Ba veut offrir de nouvelles perspectives de financement aux TPE et MPME.

Nombre de SFD dans l'UEMOA :

524

Nombre de clients :

17 772 024

Points de services :

4 484

Chaînon manquant Présenté comme le chaînon manquant entre la micro finance et la macro finance, représentée



Ben Ba Mooty Finances veut offrir de nouvelles perspectives de financement aux TPE et MPME.

par les banques et le système classique, la mésofinance joue désormais un rôle actif dans l'inclusion financière et constitue un élément déterminant des changements dans le secteur de la micro finance. Datant de la révision des lois portant réglementation des SFD en 2007, l'un des facteurs déterminants des changements dans le secteur a été l'autorisation de la création de sociétés à capitaux. La révision a d'abord permis l'entrée des sociétés bénéficiant de fonds d'institutions de développement et ensuite celle de banques commerciales dans le secteur de la micro finance via la création de filiales.

Selon la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'évolution du secteur fait apparaître 3 types de sociétés. Les sociétés mutualistes de crédit et d'épargne, les sociétés à capitaux et les associations. Avec 71%, les premières dominent le secteur, suivies des sociétés à capitaux, avec 15,6%, et des associations, avec 13,4% au cours des 5 dernières années. Mais, en termes de croissance, les sociétés à capitaux connaissent une croissance 2 fois plus rapide que les autres types de SFD. Ainsi, de 2010 à 2020, leur nombre est passé de 35 à 80, soit un taux de croissance annuel de 7,8%. L'évolution est particulièrement significative au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal. ■

EN BREF

TÉLÉVISION : ACCÈS GRATUIT POUR 110 MILLIONS D'AFRICAINS

Malgré l'importance des offres payantes, 44% des foyers en Afrique subsaharienne ont accès à des chaînes gratuites par satellite. Selon le site agencecofin, le moyen le plus important pour atteindre un large public reste le satellite gratuit en Afrique subsaharienne. En 2023, 44% des foyers, soit environ 110 millions de personnes, ont accédé gratuitement à la télévision via un satellite gratuit. Dans le même temps, le taux de pénétration de la télévision payante est d'environ 43,9%. Les chaînes de télévision étrangères, notamment les plus suivies en Afrique subsaharienne, utilisent donc ce canal pour accéder à un public large. Toutefois, selon l'étude, seuls 26 millions de foyers dans la région, soit 10,6%, utilisent uniquement le satellite gratuit pour accéder à la télévision. Pour les chaînes étrangères, la seule présence à travers ce satellite gratuit ne suffit donc pas à assurer une plus grande audience. L'étude révèle en effet que les nombreux foyers d'Afrique subsaharienne combinent les deux systèmes. Avec 110 millions de foyers en 2023 et 150 millions attendus d'ici 2028, la télévision est le média d'accès privilégié pour la population en Afrique subsaharienne, selon Dataxis. ■ F.M

Fracture numérique La BAD et MasterCard veulent réduire le fossé

Le fossé numérique entre l'Afrique et le reste du monde est notamment dû à une insuffisance de financements. Un déficit que la Banque africaine de développement (BAD) et MasterCard veulent combler à travers la signature d'un partenariat le 24 mai 2024. Le géant américain des paiements et la BAD ont procédé au lancement d'un partenariat stratégique en vue de faciliter l'accès au numérique en Afrique.

Un ambitieux programme destiné à offrir un accès au numérique à 100 millions de personnes et d'entreprises sur les 10 prochaines années. L'initiative, dénommée MADE (Mobilising Access to the Digital Economy) Africa, a été présentée lors du forum des affaires États Unis - Afrique organisé par la Chambre de commerce des États Unis. Le projet s'inscrit dans le cadre des innovations et in-

vestissements déjà réalisés par MasterCard, à travers ses partenariats dans 45 pays, pour renforcer l'infrastructure numérique de l'Afrique et accélérer la croissance inclusive, a déclaré le responsable de la structure. La BAD sera chargée de mobiliser 300 millions de dollars pour soutenir les programmes de l'alliance, via le financement de l'infrastructure numérique et l'incitation des acteurs à améliorer l'accès au numérique. Pour

sa part, MasterCard s'engage à enregistrer 15 millions d'utilisateurs en Afrique sur sa plateforme de laissez-passer communautaire d'ici un délai de 5 ans, grâce à une infrastructure interopérable pour faciliter l'interaction entre acteurs de l'écosystème. La première phase du projet concernera le secteur agricole et les femmes et démarrera par un projet pilote au Kenya. Mais elle promet de s'étendre dans les autres régions de l'Afrique. ■ F.M

SuccesWay Mali Faciliter les études à l'étranger

Titulaire d'une licence en Business Administration obtenue en Turquie, Fatoumata Traoré est la directrice de SuccesWay, une entreprise qui assiste les futurs étudiants ou les étudiants dans les démarches administratives nécessaires à la poursuite de leurs études à l'étranger. Depuis sa création, la société a assisté quelques centaines d'étudiants et étend ses activités dans quelques capitales africaines.



Fatoumata Traoré est la promotrice de Succesway Mali.

Créée en août 2018 à Bamako, SuccessWay compte actuellement des filiales à Ouagadougou, Abidjan, Conakry et Niamey. Sa mission est d'assister les étudiants de leur admission à l'obtention du visa. Un parcours du combattant souvent difficile pour les parents et les futurs étudiants. « J'ai été étudiante, mais il n'y avait pas de service d'assistance aux étudiants. Cela se faisait de façon informelle », justifie Fatoumata Traoré, qui a décidé de formaliser le service. Ainsi, les bacheliers et autres diplômés souhaitant poursuivre leurs études sont principalement orientés vers la Turquie, l'Inde, la Tunisie, le Canada et

la Malaisie. Les filières les plus sollicitées sont le MBA, l'économie, l'ingénierie ou le commerce international, explique la promotrice. Grâce à des partenariats avec des écoles dans ces différents pays, la société adresse les demandes et effectue les démarches pour les candidats. Les fiches d'information leur permettent de choisir les pays en fonction de leur budget ainsi que des critères pédagogiques à remplir pour des filières spécifiques.

Idées reçues Avec environ 300 étudiants accompagnés depuis sa création, la structure bénéficie de la confiance des clients mais reste confrontée

à un défi propre à ce type de service. Les agences sont souvent victimes d'idées reçues. « Elles ne peuvent garantir le visa, qui est une décision consulaire », explique Madame Traoré. Même en cas de rejet, une deuxième demande est toujours possible et aboutit en général, assure-t-elle. Pour bénéficier d'un accompagnement, il faut s'acquitter d'une première tranche des frais de

dossier, dont le reliquat sera payé après l'obtention du visa.

Travaillant avec 6 personnes pour le bureau de Bamako et 4 personnes pour chacune des représentations, SuccessWay entend rester un trait d'union entre les étudiants à l'étranger et leurs parents pour des études en toute sérénité. ■

FATOUMATA MAGUIRAGA



Internet à la maison,
c'est le pouvoir entre vos mains



20 28 00 00
www.afribone.com



« À L'ÉCOLE DE LA CITOYENNETÉ » : UN PROGRAMME POUR INITIER LES JEUNES

Les autorités en charge de la Jeunesse ont lancé le 25 mai 2024 le programme de formation intitulé « À l'école de la citoyenneté ». Ce programme pilote vise à inculquer aux jeunes les valeurs fondatrices de la société malienne et à cultiver davantage l'esprit patriotique.

FATOUMATA MAGUIRAGA



L'école de la citoyenneté est une initiative du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Deux cents jeunes venus de toutes les régions du Mali constituent la première cohorte, qui sera formée durant 15 jours sur les valeurs qui ont fait le ciment de notre société et sur les valeurs républicaines, expliquent les autorités. Le programme est motivé par la vision de faire des jeunes des acteurs du changement et s'inscrit dans le cadre des missions du ministère en charge de la Jeunesse. Une mission délicate, compte tenu de la « perte des valeurs ». Le principal reproche fait à cette couche importante de notre société, selon le ministre de la Jeunesse et des sports, chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne. Pour le responsable du dé-

partement, il s'agit de faire connaître aux jeunes en quoi consistent nos valeurs, sur lesquelles a été bâti le socle de la « cohésion sociale ».

Le programme de formation est motivé par la vision de faire des jeunes des acteurs du changement.

En outre, les jeunes apprendront aussi « une bonne dose de citoyenneté », notamment à travers le respect des lois et des règles qui régissent notre société. Démarrée le 27 mai 2024, la formation semble plutôt bien appréciée par les principaux concernés. Selon Badji Traoré, l'un des encadreurs chargés de la bonne organisation des sessions, l'engouement des jeunes est visible.

« Lors du panel animé par le Professeur Ibrahima N'Diaye, Directeur du centre « Do Kayidara » sur l'histoire du Mali, les jeunes ont posé beaucoup de questions », témoigne-t-il.

« **Contrat social** » Plus que des engagements, c'est un nouveau contrat social dont veulent les initiateurs de cette formation. Des engagements à respecter les règles de la vie en société et le civisme. Il s'agit pour ces « pionniers » de s'imprégner de nos traditions pour « se projeter » et fonder la société de demain. C'est pourquoi les jeunes apprenants bénéficieront aussi de l'expertise des gardiens de la tradition, comme les conteurs ou les griots, pour

leur transmettre et les imprégner des valeurs de nos différentes cultures. À l'issue des formations académiques, des visites de sites ainsi que de pratiques comme la montée du drapeau, ils vont « s'approprier les valeurs du patriotisme » et servir à leur tour de relais pour véhiculer ces valeurs essentielles à la vie en société. ■

EN BREF

ÉLIMINATION DU TÉTANOS MATERNEL ET NÉONATAL : LE MALI RELÈVE LE DÉFI

La vaccination a eu raison du tétanos maternel et néonatal (TMN) au Mali, a annoncé l'UNICEF le 24 mai 2024. Le défi a été relevé par le pays grâce à la vaccination, selon également une étude menée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon l'OMS, depuis juillet 2023 et après des analyses détaillées, le Mali répond à la norme de l'organisation de moins d'un cas de tétanos néonatal pour 1 000 naissances vivantes dans chacun de ses districts sanitaires. Une efficacité et des résultats rendus possibles grâce aux efforts concertés du gouvernement, de l'OMS, de l'UNICEF, de Gavi et d'autres partenaires. Selon l'étude, les efforts de vaccination mondiale ont sauvé environ 154 millions de vies durant les 50 dernières années. Une majorité d'environ 101 millions de vies sauvées étaient celle de nourrissons. L'étude révèle également que pour chaque vie sauvée par la vaccination une moyenne de 66 ans de pleine santé ont été gagnées, soit un total de 10,2 milliards d'années de pleine santé gagnées au cours des 5 dernières décennies. La vaccination contre la poliomyélite a permis à 20 millions de personnes de ne pas être paralysées. Pour l'UNICEF, qui achète 2 milliards de doses de vaccins au profit de ses pays partenaires, il faut préserver les progrès de la vaccination dans chaque pays et accélérer les efforts pour atteindre les 67 millions d'enfants qui n'ont pas reçu une ou plusieurs doses durant les années de pandémie comme celle de la Covid-19. ■

FATOUMATA MAGUIRAGA

DÉNUCLÉARISATION DE LA PÉNINSULE CORÉENNE : LA CORÉE DU NORD FURIEUSE

Lors d'un sommet tripartite, la Chine, la Corée du Sud et le Japon se sont engagés en faveur d'une dénucléarisation de la péninsule coréenne, ce qui irrite la Corée du Nord.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



La Chine, la Corée du Sud et le Japon veulent avancer vers une dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Séoul, Tokyo et Pékin ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une « dénucléarisation de la péninsule coréenne » et de la paix, qui est de leur « intérêt commun », le 27 mai lors d'un sommet tripartite où les dirigeants des trois États voisins ont promis de renforcer leur coopération et d'encourager la conclusion d'un accord de libre-échange trilatéral. Cette réunion à Séoul marque le premier sommet tripartite depuis 5 ans entre le Président sud-coréen Yoon Suk Yeol, le Premier ministre chinois Li Qiang et le Premier ministre japonais Fumio

Kishida. Une position qui a rendu furieux la Corée du Nord et le régime de Kim Jong-un. L'évocation de la dénucléarisation de la péninsule coréenne constitue une « grave provocation politique » qui « violerait la position constitutionnelle » de la Corée du Nord « en tant qu'État doté de l'arme nucléaire », a dénoncé un porte-parole du ministère nord-coréen des Affaires étrangères cité par l'agence officielle KCNA. Pyongyang ne figurait pas officiellement à l'ordre du jour des pourparlers, mais le lancement d'un satellite annoncé comme imminent par la Corée du Nord, pays doté

de l'arme nucléaire, a fait entrer la question nord-coréenne avec fracas dans les débats. Avant la rencontre, Pyongyang avait informé les garde-côtes japonais de l'ouverture dans la nuit de dimanche à lundi d'une fenêtre de lancement de satellite espion pour 8 jours. Plusieurs observateurs affirment que la Corée du Nord a effectué un tir de missile balistique en direction de la province d'Okinawa, au Japon. Tant et si bien que les autorités nippones auraient alerté la population en demandant à chacun de s'abriter. Le système J-Alert a même été activé. Il s'agit « d'un système d'alerte national conçu pour informer rapidement le public de diverses menaces ».

« La dénucléarisation de la Corée du Nord et la stabilité sur la péninsule coréenne participent de l'intérêt commun des trois pays », a déclaré Fumio Kishida. Le Premier ministre chinois Li a demandé « aux parties concernées de faire preuve de retenue et d'éviter que la situation ne se complique davantage ». La Chine est le premier partenaire commercial de la Corée du Nord, ainsi qu'un allié diplomatique de poids. Elle a par le passé refusé de condamner les essais de Pyongyang et critiqué les manœuvres conjointes de Washington et Séoul. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CÔTE D'IVOIRE : ALASSANE OUATTARA CANDIDAT NATUREL DU RHDP À LA PRÉSIDENTIELLE

Sans grande surprise, Alassane Ouattara a été désigné candidat du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) à la présidentielle de 2025. Lundi dernier, en réunion d'informations sur la prochaine présidentielle, le parti au pouvoir à Abidjan a confirmé le choix d'Alassane Ouattara comme porte-flambeau. « Ce qui est en jeu, c'est la victoire de notre candidat naturel, Alassane Ouattara, à l'élection présidentielle de 2025. Le meilleur hommage que chaque district et chaque région devront rendre au chef de l'État, c'est de lui donner une victoire éclatante », a déclaré Gilbert Kafana Koné, Président du Directoire du RHDP. Face à la candidature de Laurent Gbagbo, les cadres du RHDP estiment que leur leader est la personne la mieux indiquée pour remporter ce scrutin. Actuellement en séjour en France, Alassane Ouattara n'a pas indiqué s'il briguerait un 4ème mandat à la tête de la Côte d'Ivoire lors de la présidentielle d'octobre 2025. ■

B.S.H

ÉCHOS DES RÉGIONS

KOULIKORO : CAMPAGNE D'OPÉRATIONS DE LA FISTULE

À Koulikoro, une campagne d'opérations de la fistule obstétricale a démarré le 28 mai 2024. Une trentaine de femmes seront prises en charge lors de cette campagne, organisée par la Direction régionale de la Santé grâce à un soutien financier d'Intra Health d'un montant d'environ 20 millions de francs CFA. Selon les données du ministère de la Santé, environ 2 000 cas de fistule obstétricale surviennent chaque année au Mali, sur la base de 600 000 naissances par an. Sur ces cas, moins de 10% ont accès à une prise en charge chirurgicale. Ceci s'explique par plusieurs facteurs, dont la faible disponibilité en ressources humaines qualifiées pour assister les naissances. Par exemple, 90% des sages-femmes se trouvent à Bamako et dans les capitales régionales, contre 10% dans les zones rurales, où vivent plus de 60% des femmes maliennes en âge de procréer. ■

F.M

Palestine Les reconnaissances comme État se multiplient

Annoncée mercredi 22 mai dernier de façon coordonnée par l'Espagne, l'Irlande et la Norvège, la reconnaissance de l'État de Palestine est effective depuis ce mardi 28 mai. Cette décision intervient en pleine guerre meurtrière dans la bande de Gaza, lancée par Israël en représailles à l'attaque du Hamas du 7 octobre. Alors que l'Union Européenne est très divisée sur le sujet, ces rares pays à avoir reconnu un État palestinien l'avaient fait avant leur adhésion à l'Union. La Slovénie pourrait prochainement rejoindre la liste, car son gouvernement veut faire adopter au Parlement un décret en ce sens d'ici le 13 juin. Depuis la création de l'État d'Israël, en 1948, les différents mouvements politiques palestiniens ont fait de la créa-

tion d'un État palestinien indépendant l'une de leurs principales revendications. En 1988, la proclamation unilatérale de l'indépendance de la Palestine par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a mené 82 États à reconnaître officiellement ce nouveau pays. Parmi eux, une majorité de pays d'Afrique et du Moyen-Orient et une partie de ce qui était alors le bloc soviétique. L'Autorité palestinienne se prévaut maintenant de la reconnaissance de la Palestine comme État indépendant par 146 pays, soit près de 75 % des 193 membres de l'ONU. Mais, pour le moment, aucun pays occidental du G20 n'a franchi le pas. ■

COUPE DU MALI : LE STADE MALIEN POUR SAUVER SA SAISON, L'AFE POUR UNE GRANDE PREMIÈRE

Avec 33 finales disputées pour 22 remportées, le Stade malien de Bamako sera le grand favori de la finale de ce samedi 1er juin. Les Blancs de Bamako feront face à une jeune équipe inexpérimentée à ce niveau, mais qui compte bien créer la sensation.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



La grande finale de la coupe du Mali sera à suivre ce samedi en direct sur TM1.

Afrique Football Elite, qui va disputer sa première finale de Coupe du Mali, a éliminé l'AS Black Star au début de la compétition, avant de s'imposer face au Stade Malien de Sikasso en 16èmes de finale (0-1) et de venir à bout

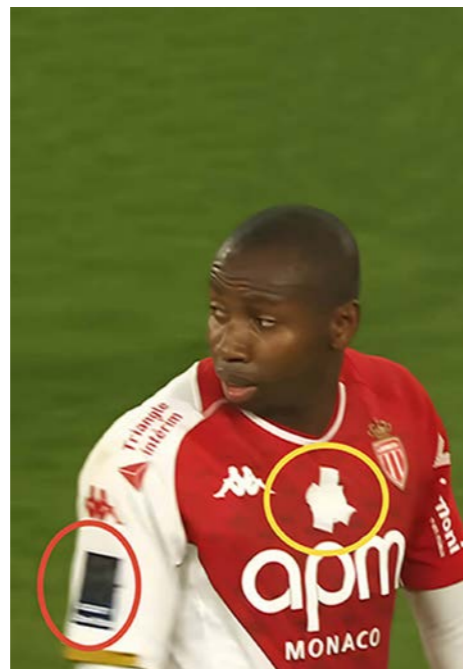
de la teigneuse équipe du Binga FC aux tirs aux buts (4-3) après un score de 1 à 1. En quarts, l'AFE est venue à bout de l'Union sportive des forces armées et de sécurité (USFAS) sur la plus petite des marges 1-0. En demi-finale, elle a fait tomber l'AS Ba-

karidjan 1-2. Le Stade malien, tenant du titre, n'a pas disputé de 16èmes de finale, vainqueur sur tapis vert du FC Kankou de Gao. En huitièmes de finale, les Blancs ont éliminé le FC Sanghan 5-0 et battu en quart l'ASKO 2-1. Pour la demi-finale, c'était le classique du football malien. Le Stade malien s'est imposé avec caractère devant le Djoliba AC, futur champion du Mali, 2-1. Après son élimination en quarts de finale de la Coupe CAF par les Ghanéens du Dreams FC et sa 2ème place en championnat derrière son rival honni, le Djoliba AC, le Stade malien veut sauver sa saison en remportant la Coupe du Mali. Les chiffres parlent pour le club de Sotuba, qui détient le record de titres, avec 22 trophées contre 21 pour le Djoliba AC. C'est donc en terrain connu que les Stadistes vont s'avancer. Mais, face à eux, Afrique Football Elite veut déjouer les pronostics. Pour ce faire, elle peut s'appuyer sur son entraîneur. Cette finale aura une saveur particulière pour Bako Seck, qui était au début de la saison l'entraîneur du Stade Malien. Il avait même réussi à qualifier les Blancs pour les quarts de finale avant de se faire débarquer après cinq matchs nuls consécutifs. Après avoir pris en main l'AFE, il a réussi à la qualifier pour la première finale de son histoire, avec comme objectif d'inscrire son nom au palmarès de la Coupe et de jouer un mauvais tour à son ancien club. ■

Donnez votre avis sur Journal du Mali

Mohamed Camara Devant la Commission de discipline ce 30 mai

Au cœur d'une vive polémique après avoir masqué un logo de lutte contre l'homophobie lors du match de la dernière journée du championnat de France entre l'AS Monaco et Nantes, Mohamed Camara est convoqué devant la Commission de discipline de la LFP ce 30 mai. Alors que la polémique enfle, Camara, connu pour sa piété, a reçu des soutiens du Mali, notamment de la part de la Fédération de football. Mais en France la ministre des Sports réclame des sanctions contre le joueur. Son club, l'AS Monaco, s'est excusé auprès de la Ligue de football. Selon des analystes, Camara pourrait écoper d'une suspension de plusieurs matchs. En 2022 déjà, Idrissa Gueye, à l'époque au PSG, avait refusé de porter un maillot ayant un flocage arc-en-ciel pour la Journée de lutte contre l'homophobie. Quelques semaines plus tard, le joueur avait quitté le PSG pour rejoindre Everton, en Angleterre. ■ **B.S.H**



CARTONS DE LA SEMAINE

Cristiano Ronaldo a battu le 27 mai le record de buts sur une saison en Saudi Pro League, en signant ses 34ème et 35ème réalisations en championnat lors du succès d'Al-Nassr contre Al-Ittihad (4-2). Le Portugais va désormais se tourner vers la préparation de l'Euro 2024, qui débute mi-juin en Allemagne.

Pour la première fois de sa carrière, **Rafael Nadal** a été battu dès son entrée en lice à Roland-Garros par le N°4 mondial, Alexander Zverev (6-3, 7-6 [5], 6-3). Pour ce qui pourrait être sa dernière apparition dans le tournoi, qu'il a remporté quatorze fois, l'Espagnol quitte donc le Grand Chelem parisien dès le 1er tour.

SLAM MALIEN : UNE RECONNAISSANCE ACCRUE

Le slam malien se porte plutôt bien et les slameurs représentent dignement le mouvement. À l'image de Harouna Guindo ou encore de Tatishka, qui viennent de se faire distinguer. Né il y a une dizaine d'années, le mouvement prend de l'ampleur, mais mérite d'être mieux structuré afin de jouer pleinement sa partition dans la construction sociale, selon ses acteurs.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Un trophée remporté par un slameur malien.

Après avoir été couronné champion national, Harouna Guindo a remporté le 23 mai 2024 le trophée du festival Standing Ovation lors de sa deuxième édition internationale au Gabon. « C'est la première fois que le Mali remporte une coupe internationale, une grande fierté pour moi et le pays », se réjouit le jeune slameur de 24 ans. Malgré une volonté et des « idées » pour rendre le mouvement « plus libre et plus accessible », il reste assez « restreint », estime-t-il. Par manque de moyens, selon lui. Il s'exprime à travers l'écrit depuis très jeune. Formé par l'association Jeuness'art, il découvre le slam, qui constitue pour lui un mode d'expression pour évacuer sa tristesse. C'est en 2014 qu'il « fait connaissance » avec Grand Corps Malade et décide dès lors de choisir ce mouvement. Actuellement, il travaille avec Triard, le groupe qu'il forme avec deux slameuses, avec à leur actif 3 productions.

Manque de synergie « Le slam commence à être connu du grand public »,

mais le constat amer est que ceux qui ont commencé après nous s'imposent, regrette Sory Diakité, alias Saccharose Buccale. En raison notamment d'une « division ». Chacun organise des concours et les candidats qui représentent le pays ne sont pas forcément « la crème ». En outre, il y a une vraie difficulté à construire une carrière de slameur, alors qu'il s'agit d'un art à part entière qui mérite d'être mieux mis en valeur. Artiste autodidacte, titulaire d'une maîtrise en droit, il démarre avec Agoratoire avant de créer Jeuness'art, qui se veut un laboratoire de prise de conscience citoyenne pour mettre l'art au service de la société. Chaque année, l'association organise l'école du Slam pour former 30 artistes et surtout faire la promotion des droits humains.

Le mouvement est dans une bonne dynamique et ses acteurs s'en réjouissent. Abdoul Aziz Koné, alias Aziz Siten'k, est le Président de l'association Agoratoire. Elle organise le festival international de Slam et d'humour (Fish Mali) depuis 12 ans et la compétition nationale de Slam poésie du Mali (Massa Slam). Des cadres d'expression qui favorisent l'éclosion de talents qui sont régulièrement sollicités lors de cérémonies officielles pour porter des messages. ■

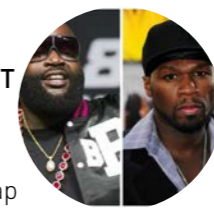
INFO PEOPLE

GASPI ET 2BTO KING VONT DE NOUVEAU S'AFFRONTER



Après s'être copieusement clashé à travers plusieurs titres, c'est sur un autre terrain que les rappeurs 2Bto King et Gaspi vont s'affronter désormais. Le premier sera en concert le jour de la fête de la Tabaski à la Place du Cinquantenaire. Un test pour le jeune rappeur, accusé par ses détracteurs de ne pouvoir remplir que le « Babemba ». De son côté, Gaspi a annoncé un concert pour le lendemain de la fête, au Palais des Sports. Les deux artistes pourront jauger leur popularité après leur clash et certainement relancer les hostilités sur scène. À noter qu'à la même période un autre concert se tiendra. Celui de Young Po, cette fois-ci au Stade du 26 mars de Bamako.

50 CENT ET RICK ROSS RELANCENT LEUR CLASH



Le monde du rap US est secoué par la reprise d'un clash légendaire entre deux de ses figures emblématiques : 50 Cent et Rick Ross. Les deux artistes, connus pour leur rivalité de longue date, ont récemment rallumé la mèche. 50 Cent, de son vrai nom Curtis Jackson, a remis sur le tapis une controverse liée à la chanson « U.O.E.N.O. » de 2013 où les paroles de Rick Ross suggéraient une agression sexuelle, ce qui avait suscité de vives critiques. 50 Cent a relancé le débat en postant sur ses réseaux sociaux un extrait de la chanson accompagné d'un commentaire. La réplique de Rick Ross ne s'est pas fait attendre. Il a rappelé à 50 Cent les accusations d'agression sexuelle portées contre lui.

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



... ET TOUT DEVIENT POSSIBLE



IMPACT • MEDIA

AVEC VOUS, A CHAQUE INSTANT